

## **17 octobre : la mobilisation fait carton plein !**

**Le 17 octobre**, Plaine Commune Habitat et d'autres bailleurs sociaux franciliens initiaient la mobilisation unitaire « Journée Offices fermés » avec un rassemblement à 14h aux abords de l'Assemblée nationale.

**Des dizaines d'offices ont fermé leurs portes le 17 octobre, et des milliers de manifestants scandaient des slogans aux abords de l'Assemblée Nationale. Parmi eux, des bailleurs, des personnels, des élus, des représentants des locataires, des locataires.** En marge du rassemblement, des délégations ont été reçu par de nombreux groupes parlementaires afin d'expliquer la dangerosité des mesures du Plan logement du gouvernement.

A Plaine Commune Habitat, cette journée s'est également traduite par :

- L'ensemble du personnel mobilisé
- Des portes fermées
- Des rencontres en pied d'immeuble avec les locataires
- La diffusion d'une lettre d'information spécifique

Cette première initiative n'est qu'une première étape en vue d'obtenir le retrait du plan logement.

Parmi les mesures gouvernementales dangereuses :

### **- La baisse de l'APL**

**Après une première baisse de 5€ des APL depuis le 1<sup>er</sup> octobre, le gouvernement prévoit désormais une nouvelle baisse de l'APL, pour les seuls locataires HLM, qui serait intégralement compensée par les bailleurs sociaux** par l'instauration de la « Réduction de Loyer de Solidarité » (RLS). Le montant de la compensation, basé sur les revenus et la composition familiale, est estimé à 75 euros en moyenne pour les locataires de Plaine Commune Habitat

Cumulé avec le gel total des loyers HLM également décrété unilatéralement par le gouvernement, ce transfert de charge sur les APL coûtera **9 millions d'euros dès 2018** à Plaine Commune Habitat, soit 10% des recettes actuelles, l'équivalent de 75% de notre budget maintenance ! La capacité d'investissement de l'Office sera réduite à néant.

D'autres mesures du plan logement menacent d'ailleurs également le modèle HLM :

### **- La remise en cause du droit au maintien dans les lieux**

**- La vente HLM** qui, outre la baisse de l'offre locative, risque de générer à terme de nouvelles copropriétés en difficulté.

**Depuis l'annonce du plan logement, Plaine Commune Habitat n'a de cesse de dénoncer ces mesures injustes aux conséquences directes désastreuses:**

- plonger, dès 2018, près de la moitié des bailleurs sociaux en situation de déficit
- anéantir la capacité financière des bailleurs sociaux à s'engager dans le NPNRU
- diviser par 2 voire 3 le nombre de constructions neuves et de réhabilitations énergétiques
- diminuer drastiquement les politiques d'entretien

Plaine Commune Habitat  
**Communiqué de presse**

La qualité de service offerte aux locataires du parc HLM va donc se détériorer à grande vitesse. C'est d'ailleurs l'ensemble du secteur du bâtiment qui sera impacté avec une chute brutale des investissements aux conséquences importantes sur l'emploi. De même, les collectivités locales, qui garantissent les emprunts des bailleurs sociaux seront-elles aussi fragilisées si la santé budgétaire des HLM devait être ainsi dégradée.

La mobilisation du 17 octobre n'était qu'un début. De nouvelles actions suivront dans les prochains jours. Des photos et contacts pour témoignages peuvent être transmis sur demande.

Contacts presse : Edwige LE NET 06 60 32 71 71 [elenet@plainecommunehabitat.fr](mailto:elenet@plainecommunehabitat.fr)  
Marine THOIREY 01 48 13 62 26 /06 67 09 83 83  
[mthoirey@plainecommunehabitat.fr](mailto:mthoirey@plainecommunehabitat.fr)

**Plaine Commune Habitat**, c'est plus de 18 000 logements répartis sur 8 des 9 villes de Plaine Commune : Aubervilliers, Epinay-sur-Seine, l'Île-Saint-Denis, La Courneuve, Pierrefitte-sur-Seine, Saint-Denis, Stains, Villetaneuse.

Plaine Commune Habitat loge 1 habitant sur 7 de Plaine Commune.

En 2016, ce sont 13,5 millions d'euros consacrés à l'entretien, 1,2 million d'euros consacrés à la sécurité et 1,1 million d'euros consacrés aux politiques d'accompagnement social.

La politique dynamique d'entretien du patrimoine se caractérise par en moyenne 700 logements réhabilités par an, et 400 logements construits par an.